

Jacqueline Lorenz, François Blary et Jean- Pierre Gély (dir.),
*Construire la ville. Histoire urbaine de la pierre à bâtir. Actes du
137e congrès national des sociétés savantes et scientifiques,
Tours 23-28 avril 2012*, Paris, Éditions du CTHS, 2014

(Collection CTHS-Sciences, 14)

Pierre Garrigou Grandchamp

Citer ce document / Cite this document :

Garrigou Grandchamp Pierre. Jacqueline Lorenz, François Blary et Jean- Pierre Gély (dir.), *Construire la ville. Histoire urbaine de la pierre à bâtir. Actes du 137e congrès national des sociétés savantes et scientifiques, Tours 23-28 avril 2012*, Paris, Éditions du CTHS, 2014 (Collection CTHS-Sciences, 14). In: Bulletin Monumental, tome 174, n°4, année 2016. pp. 513-514;

https://www.persee.fr/doc/bulmo_0007-473x_2016_num_174_4_12922

Fichier pdf généré le 06/01/2020

Jacqueline LORENZ, François BLARY et Jean-Pierre GÉLY (dir.), *Construire la ville. Histoire urbaine de la pierre à bâtir. Actes du 137^e congrès national des sociétés savantes et scientifiques, Tours 23-28 avril 2012, Paris, Éditions du CTHS, 2014, 27 cm, 290 p., fig. et ill. en n. et bl. et en coul., cartes, tabl. - ISBN : 978-2-7355-0814-3 ; 35 €*

(Collection *CTHS-Sciences*, 14)

Le thème de l'origine des matériaux lithiques et des modalités de l'approvisionnement en pierre des chantiers a fait l'objet de nombreuses publications depuis 30 ans. Le congrès annuel des sociétés savantes et scientifique revient en 2012 sur ce thème, maintes fois abordé à propos des carrières (4 congrès sur ce sujet depuis 1990), en réunissant des recherches portant cette fois exclusivement sur les chantiers urbains. Les 22 contributions offrent un panorama étendu, qui ne pouvait être exhaustif, puisqu'il avait été choisi de traiter le thème de l'Antiquité au début du XX^e siècle ; pour autant, le Moyen Âge se taille la part du lion, avec 9 articles, contre 4 pour l'Antiquité, et 2 pour les Temps modernes, ce décompte devant être complété par une prise en considération des 5 contributions étudiant les phénomènes de façon diachronique, sur toute la période ; ce sont d'ailleurs les seuls à aborder le monde contemporain. En dépit du titre, les villes et aires étudiées sont pour leur majorité situées en France, seules la Belgique et Constantinople figurant à leurs côtés. Les régions françaises sont très inégalement représentées : Nord, Bassin parisien et Val de Loire comptent 3 communications, pour 2 en Normandie, Champagne, Bourgogne, Auvergne et vallée du Rhône. La totalité du Midi, tant aquitain que méditerranéen, est quasiment absent (si l'on excepte un article traitant de la Corse), tout comme la Bretagne et l'Est. Ces omissions déséquilibrent la perception des phénomènes, d'autant que plusieurs de ces régions possèdent de remarquables architectures en pierre ; sans doute l'état de la recherche est-il responsable de cette carence, qui n'en reste pas moins très regrettable et suscite le souhait d'un autre volume reprenant cette thématique en incluant les absents.

Au-delà de cette statistique, quels sont les apports de ce volume ? L'ambition générale était bien sûr de contribuer à une meilleure connaissance de l'histoire économique de la construction urbaine, vaste et nécessaire visée, vu l'importance de cette activité dans l'économie des villes, depuis le Moyen Âge jusqu'à l'avènement de

la construction en matériaux industriels. Beaucoup de communications mettent en évidence la dualité des sources d'approvisionnement, souvent locales, voire intra urbaines (Orléans, avec description de caves et de maisons), mais presque toujours complétées par le recours à des sources plus éloignées. Dans cette optique sont mises en évidence à Arras les conséquences en termes de coûts du transport, notamment quand les voies d'eau étaient indisponibles. L'aire de fourniture de la plupart des sites évolua selon les périodes, en fonctions de multiples facteurs ; cette dynamique d'adaptation très bien mise en évidence par diverses riches contributions sur le Bassin parisien et la vallée de l'Yonne ; à cette occasion est soulignée la nécessité d'une bonne organisation du marché de la pierre, dont l'importance est souvent supérieure aux considérations touchant à la qualité de la pierre ou aux coûts du transport. La gestion des approvisionnements fut une préoccupation exigeant non seulement la mobilisation de moyens financiers, mais aussi la constitution d'offices spécialisés pour gérer les contrats (en général à la tâche), d'apport du matériau, puis de la construction (Reims). L'échelle des exploitations variait d'entreprises privées, chacun extrayant sur sa propre parcelle (Pontoise, Orléans), à de difficiles prospections dans des terroirs privés de bonne pierre : ainsi du travail hasardeux nécessitant de recourir à de multiples sondages en découverte, pour trouver de minces bancs de grison, matériau couplé au silex dans la construction de la vallée de l'Avre et dans le Perche. Ces entreprises modestes ne peuvent se comparer aux capacités de fourniture d'un vaste marché qui était le lot de certaines carrières des Pays-Bas septentrionaux, où l'exportation de pierre à bâtir (Tournai), comme de pavés s'appuyait sur des processus quasi industriels.

Les offices urbains bénéficiaient de l'expertise des maîtres maçons, puis des architectes, dont le rôle était capital dans l'identification des qualités adéquates et la recherche de sources d'approvisionnement de bonne capacité, comme le montre le cas de Caen. La question du emploi des matériaux est abordée, dont on sait qu'elle fait actuellement l'objet de nombreuses recherches ; est ainsi mis en lumière à Vienne le passage d'une construction fondée pour l'essentiel sur des matériaux de emploi, à un emploi renouvelé des matériaux extraits en carrières, mais seulement à partir du début du XIV^e siècle. L'extrême diversité des matériaux utilisés ressort aussi de plusieurs articles ; elle est particulièrement apparente en Corse (Aléria) et dans le Massif Central.

Les deux belles contributions qui traitent de l'Auvergne confirment une nouvelle fois l'emploi de l'andésite dès le XII^e siècle, donnée fondamentale tant pour la chronologie des

constructions (notamment les maisons romanes de Clermont et Montferrand), que pour comprendre la signification du recours à ce matériau en remplacement de l'arkose : elle marquerait la montée en puissance de communautés urbaines, désireuses de se singulariser, même si les relations avec les pouvoirs antérieurs étaient complexes et ne témoigneraient pas d'un heurt frontal. Cette succession de l'andésite à l'arkose, et, partant, « l'avènement d'une ville claire » aux XI^e et XII^e siècles, puis « d'une ville noire » dès la fin du XII^e siècle (B. Phalip) serait une des expressions d'un nouveau paradigme issu de plusieurs phénomènes sociaux, politiques, culturels et économiques ; il nous est proposé d'observer à cet égard une césure entre les chantiers urbains, tant religieux que civils, qui recourent à l'andésite et ceux des tours et des châteaux du monde seigneurial, fidèles à l'emploi du basalte et de moellons divers. Où l'analyse des faits de construction conduit à de riches hypothèses sur les motivations profondes des constructeurs, dépassant les considérations déterministes sur la pesanteur insurmontable des conditions naturelles ou le primat des circonstances économiques.

Les études pétrographiques sont d'un riche apport pour la connaissance des approvisionnements, qui peuvent être fort éloignés, non seulement dans le cas des villes antiques (de Constantinople à Autun), où était particulièrement forte la demande de pierres de qualité très diverses, mais même en plein Moyen Âge, comme à Nantes. Quand existent des séries de sources écrites aussi remarquables que celles des Pays-Bas méridionaux, s'ouvre alors la possibilité d'une connaissance quantitative des volumes commandés et des prix ; ces comptabilités attestent aussi de précoces standardisations des pièces là où existait un véritable marché d'exportation. Ces données rendent mieux mesurables les efforts nécessités par les entreprises de fortification et de pavage des rues ; elles exigeaient des quantités de matériaux qui ne le cédaient en rien aux chantiers religieux.

Cinq contributions proposent des visions diachroniques. La première est générale (S. Büttner) et illustre la symbiose entre les pulsations de la vie urbaine et l'histoire de l'économie des ressources minérales ; l'auteur revient sur l'importance des emplois de matériaux en plein Moyen Âge, et pas seulement antiques, mais provenant des destructions contemporaines opérées dans la ville même. Les autres articles sont monographiques (Reims, Angers, Lyon et Paris). Ils cherchent à modéliser les processus d'approvisionnement à partir des 4 critères que sont la disponibilité du matériau, l'efficacité de ses caractéristiques, son ouvrabilité et sa durabilité (Reims), ou sont plus descriptifs : à Angers la substitution du tuffeau

(importé) et de l'ardoise (locale) au calcaire et à l'arkose marqua une véritable rupture ; à Lyon l'absence de ressources locales conduisit à des importations provenant d'aires à la fois proches et fort éloignées (haute et basse vallée du Rhône), avec des évolutions marquées entre Antiquité, Moyen Âge, Temps modernes et XIX^e siècle ; pour Paris, enfin, est proposé un schéma des processus d'approvisionnement qui jouissaient de facteurs extrêmement favorables : la pierre locale ou proche était abondante, et les importations aisées du fait du réseau navigable des affluents de la Seine.

Cette recension rend imparfaitement compte de l'étendue des recherches menées sur tous ces sites, les articles étant tous accompagnés d'abondantes bibliographies, réunissant la liste des travaux qui ont autorisé ces synthèses. La diversité des thèmes abordés, la multiplicité des enseignements tirés de ces analyses, l'abondance des données concrètes et souvent chiffrées, font de ce recueil une mine d'informations, propice à nourrir une réflexion approfondie et souvent renouvelée sur les relations entre le développement des villes et le marché de la pierre.

Pierre Garrigou Grandchamp

Laurence DELOBETTE et Paul DELSALLE (dir.), *Villages, maisons et châteaux du Moyen Âge et de la Renaissance en Franche-Comté. Comté et duché de Bourgogne, comté de Montbéliard, Jura Suisse (Principauté épiscopale de Bâle). Actes du colloque tenu à Valleriois-le-Bois (Haute-Saône) [27 octobre 2012 et 4 mai 2013], Vy-lès-Filains, Éditions Franche-Bourgogne, 2014, 20 cm, 198 p., 16 fig. en n. et bl. dans le texte, 67 fig. en XLII pl. h. t. en coul., schémas, cartes, index géographique. - ISBN : 978-2-9546172-3-7, 19 €.*

Le colloque tenu au château de Valleriois avait pour ambition de faire le point sur les recherches récentes concernant les villages, les différentes catégories de maisons et les châteaux de Franche-Comté de la fin du XIII^e siècle à la Renaissance (la date limite étant la conquête française de 1668). L'introduction, excellente synthèse du contenu, élargit le champ de la connaissance aux fouilles, découvertes et études réalisées depuis le colloque, ou ne figurant pas dans l'ouvrage. Celui-ci se divise en quatre parties consacrées, la première aux villages, les deux suivantes aux maisons et la quatrième aux châteaux.

L'étude des villages est à ce jour peu explorée. Deux sites seulement ont pu faire l'objet d'une proposition de restitution en plan : Aillevans (Haute-Saône) – non retenu pour la publication – et Aumont (Jura), étudié par Claude-Alexis Gras. Cette agglomération, sans château ni maison forte,

qui connût une stabilité démographique du XV^e à la fin du XVII^e siècle contrairement à d'autres communes touchées par la guerre de Trente Ans, conserve de nombreuses maisons en pierre du XVI^e siècle. Son tissu bâti assez lâche s'organise en deux quartiers, marqués chacun par un carrefour, l'église étant placée à la jonction des deux entités.

Les résultats des fouilles archéologiques menées à La Châtelaine (Jura) sont attendus. D'autres pourraient être très fructueuses pour restituer le village de Châtillon-Guyotte (Doubs), abandonné après un incendie en 1571, ou celui de Champy (Haute-Saône), dont Florian Bonvalot pointe l'importance des vestiges après avoir rassemblé les différentes mentions dans les archives.

Sur la base du terrier de 1462, des reconnaissances et des dénombrements, Marylise Barbier-Forster évoque l'évolution au XV^e et au XVI^e siècle de Ray-sur-Saône (Haute-Saône), divisée entre un petit bourg castral sur la hauteur et une « ville » basse plus importante autour de l'église paroissiale. Elle montre un habitat en constante évolution, où les maisons regroupent sous un même toit logement et parties agricoles au XV^e siècle, alors qu'au siècle suivant ces dernières ont tendance à en être détachées.

André Bouvard aborde l'étude d'un ensemble de villages situés à la frontière entre le comté de Bourgogne et la principauté de Montbéliard par le biais de deux cartes inédites de 1613-1614, dont l'une est le brouillon de l'autre, réalisées à partir d'un relevé de terrain précis par l'ingénieur et théoricien Claude Flamand (1570-1628). Le bâti y est représenté en élévation et son exactitude est confirmée par d'autres dessins contemporains, en particulier pour le château de Dampierre ou le pont à péage de Voujeaucourt. L'auteur démontre que le comptage des maisons sur le plan concorde avec le dénombrement de 1614.

L'analyse des maisons commence par les matériaux de construction (article de Michel Gonin sur le territoire de la Haute-Saône). Les constructions en pan de bois sont majoritaires mais elles diminuent au profit de la pierre pendant les XVI^e et XVII^e siècles. Les couvertures sont en pierre (lave ; cf. l'article de Stéphane Guyot), en bardeau (ancelle), plus rarement en tuile. Plusieurs portent des emblèmes, étudiés par Nicolas Vernot, ou des inscriptions et des dates, dont les problèmes de transcription sont examinés par Jean-Pierre Bévalot.

Les corps de bâtiment regroupent sous un même toit logement et parties agricoles. Ces blocs-à-terre selon l'expression des géographes présentent déjà l'organisation qui s'imposera à partir de la fin du XVII^e siècle, comme les exemples présentés par Jean-Yves Chauvet pour la Haute-Saône, c'est-à-dire trois parties appelées

rains, s'exprimant en façade par la succession des ouvertures du logement, de la grange et de l'étable. Mais d'autres combinaisons existent, comme ces *grosses maisons* d'Aumont, de 20 m de longueur en façade sur 15 de profondeur, bien analysées par Claude-Alexis Gras. Les *rains* se développent parallèlement à la façade en pignon : derrière celle-ci s'étend le logement pouvant comporter jusqu'à 5 pièces (vaste cuisine carrée, poêle, cave enterrée de quelques marches) ; parfois s'y ajoutent des chambres à l'étage ; la grange prend la moitié du *rain* médian, ayant sa sortie sur un côté, l'autre moitié étant occupée par une étable ; enfin, le troisième *rain* est intégralement dévolu à une seconde étable.

À ce corps principal, au volume bas, peut s'adjoindre un second corps en pierre, élané, dit « cheminée », coiffé d'une toiture à pente raide, dont l'étage est occupé par un logement de 2 pièces. Isolé, ce bâtiment s'apparente à la maison vigneronne avec son rez-de-chaussée légèrement enterré à usage de cave et son escalier extérieur (Chevigny, Haute-Saône). Dans le canton d'Audeux (Doubs), une variante originale (décrite par Patrick Blandin et Pierre Bergier) se distingue par le voûtement en berceau brisé de l'étage de logement, le toit de lauze reposant directement sur les reins de la voûte. À Aumont, 4 exemples subsistent, systématiquement associés à une *grosse maison*. Ils sont appelés *maisons et tours de pierre* au XVI^e siècle et *salles* au siècle suivant. L'une, étudiée en détail, porte la date de 1548. Les deux pièces du logement prennent jour par des fenêtres à meneau et celle à cheminée, au traitement soigné, est qualifiée de *chambre haute* en 1614 et non de cuisine. Elle peut s'identifier à la *salle* construite pour Pierre Moréal, paysan enrichi dont les deux fils furent notaires. L'élégance du volume par rapport à la *grosse maison* affirme un changement de catégorie sociale. Ce logement n'était sans doute qu'un pied-à-terre pour le propriétaire qui devait posséder d'autres lieux de résidence ainsi que le démontre Matthieu Leguil pour l'Auxois, à travers le dépouillement des archives de l'ancien baillage. À Aumont même, le notaire Jehan Moréal, qui possédait déjà deux maisons dans le village, fit construire en 1593 une ferme isolée du type *grosse maison* pourvue d'un logement de 2 pièces à l'étage accessible par une tour d'escalier.

La ferme à *tué* (pièce cheminée destinée au fumage des viandes), typique du Haut Doubs, est évoquée dans l'introduction par l'exemple de Mouthier-Haute-Pierre, remontant au XVI^e ou au début du XVII^e siècle. Toutefois, un exemple apparenté, propre à l'évêché de Bâle (ancienne principauté), daté des environs de 1515 par dendrochronologie, est analysé par Isabelle Roland. Située dans le Jura Suisse, cette ferme, regroupant parties agricoles et pièces d'habitation en un vaste